

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
7 rue Léo Lagrange  
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 16/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **ONYX AUVERGNE RHONE ALPES**

216 avenue Jean Mermoz  
63000 Clermont-Ferrand

Références : 20260130-RAP-63-0061\_Inspection\_Onyx\_Gerzat  
Code AIOT : 0005600360

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/01/2026 dans l'établissement ONYX AUVERGNE RHONE ALPES implanté ZI Gerzat Sud - Rue François Arago 63360 Gerzat. L'inspection a été annoncée le 06/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ONYX AUVERGNE RHONE ALPES
- ZI Gerzat Sud - Rue François Arago 63360 Gerzat
- Code AIOT : 0005600360
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'unité de transit et regroupement de la société ONYX à Gerzat est destinée à regrouper par catégorie les déchets spéciaux et dangereux afin d'optimiser leur transport vers des unités de traitement (destruction ou valorisation) extérieures. Le site relève de la rubrique 2718.

## **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Eaux souterraines
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Activité de récupération des eaux souillées et des solvants	AP Complémentaire du 02/04/2025, article 2.3	Demande d'action corrective	3 mois
2	Capacités de stockage et de rétention associées	AP Complémentaire du 02/04/2025, article 2.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
3	Conditions de stockage des déchets contenant de l'amiante	AP Complémentaire du 02/04/2025, article 2.3	Demande d'action corrective	15 jours
4	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5 et 6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Plan d'intervention pour les services d'incendie et de secours	AP Complémentaire du 11/03/2013, article 7.5.1	Demande d'action corrective	1 mois
6	Moyens de lutte contre les sinistres et leur maintenance	AP Complémentaire du 11/03/2013, article 8.5.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
7	Autosurveillance des effluents aqueux et respect des VLE	AP Complémentaire du 11/03/2013, article 8.2.1.2	Demande d'action corrective	1 mois
8	Autosurveillance des eaux souterraines	AP Complémentaire du 02/04/2025, article 3	Demande d'action corrective	12 mois
9	Étude et diagnostics complémentaires	AP Complémentaire du 02/04/2025, article 4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	12 et 3 mois
10	Comptabilité des stocks de déchets	AP Complémentaire du 11/01/2013, article Article 7.4.5.	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours
11	Nomenclature des installations classées	AP Complémentaire du 02/04/2025, article 2.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
12	Rétention des liquides susceptibles de créer des pollutions	AP Complémentaire du 11/01/2013, article 7.4.3	Demande d'action corrective	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
13	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Demande d'action corrective Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De **nombreuses non-conformités** ont été constatées. Celles-ci concernent :

- **La gestion des déchets : plan de stockage** non suivi, **produits incompatibles associées à la même rétention, absence de rétention ;**
- Défaut de **contrôle** de certaines installations : **installations électriques**, certains **extincteurs** (dont des extincteurs manquants) et **système de détection de gaz**.

Une première réponse de l'exploitant a été transmise par mail deux jours après l'inspection (le 14/01/26). Elle montre des actions correctives mises en œuvre immédiatement après l'inspection les 12 et 13/01/26.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Activité de récupération des eaux souillées et des solvants

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/04/2025, article 2.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Respect de l'activité annuelle maximale
<b>Prescription contrôlée :</b>  Batiment A : Solvants / Eaux souillées / Solvants halogènes et non halogènes en petits conditionnement (en attente d'enlèvement) Activité annuelle maximale : 1100t/an  Batiment B : PCL/DDM/DDAE en petits conditionnements Activité annuelle maximale : 600 t/an dont 200t/ an pour les PCL  Batiment C : Déchets solides - En palettes - Emballages souillés issus des déchets en petits conditionnement (benne) Activité annuelle maximale : 2500 t/an  Batiment C : DASRI Activité annuelle maximale : 2, 5t/jour soit 650t/an
<b>Constats :</b>  La société SARP a développé son activité d'hydrocurage (un flux initialement dirigé vers Saint-Étienne est maintenant acheminé sur le site de Gerzat). L'activité liée aux eaux hydrocarbonées en 2025 est de 1 796 tonnes. Cette augmentation d'activité a induit des modifications des conditions de stockage des eaux hydrocarbonées dans le bâtiment A : <ul style="list-style-type: none"><li>• La cuve de 30 m<sup>3</sup> prévue pour les solvants est utilisée pour stocker les eaux souillées.</li><li>• La cuve de 30 m<sup>3</sup> prévue en secours est utilisée pour stocker les eaux souillées.</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant portera à la connaissance de l'inspection les nouvelles caractéristiques des installations de stockage, ainsi que le volume annuel maximal du bâtiment A.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 2 : Capacités de stockage et de rétention associées**

<b>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/04/2025, article 2.3</b>				
<b>Thème(s) : Situation administrative, Conformité des installations de stockage de déchets</b>				
<b>Prescription contrôlée :</b>				
Les caractéristiques des cellules de stockage sont les suivantes :				
<i>N° bâtiment</i>	<i>Nature des produits stockés</i>	<i>Capacité de stockage</i>	<i>Rétention associée</i>	<i>Activité annuelle maximale</i>
A	Solvants	1 cuve aérienne de 30 m <sup>3</sup>	31 m <sup>3</sup>	1100 t/an
A	Eaux souillées	1 cuve aérienne de 30 m <sup>3</sup> + 1 cuve de secours de 30 m <sup>3</sup>	32 m <sup>3</sup>	
A	Solvants halogénés et non halogénés en petits conditionnements (en attente d'enlèvement)	Stockage au sol volume de 300 m <sup>3</sup> pour environ 150 t	Dépotage sur aire étanche reliée à une rétention (cuve enterrée) de 15 m <sup>3</sup>	
B	PCL / DDM / DDAE en petits conditionnements	Acides : 1 alvéole de 24 m <sup>3</sup> (12 t environ)  Bases : 1 alvéole de 24 m <sup>3</sup> (12 t environ)  Autres déchets : 2 alvéoles d'un total de 300 m <sup>3</sup> (150 t environ)  PCL : stockage au sol dans local de 72 m <sup>3</sup> (36 t environ)	Déchargement sur aire étanche reliée à une cuve enterrée de 2 m <sup>3</sup>	600 t/an dont 200 t/ an pour les PCL
C	Déchets solides - En palettes	Aire de 120 m <sup>2</sup> (soit environ 300 t pour 300 m <sup>3</sup> stockés)	Confinement général du site	2500 t/an

	- Emballages souillés issus des déchets en petits conditionnement (benne)	2 bennes de 30 m <sup>3</sup> et 2 bennes de 30 m <sup>3</sup> en attente sous auvent soit 60 m <sup>3</sup> (18 tonnes)	(bassin de 120 m <sup>3</sup> )	
C	DASRI (Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux)	Aire de 100 m <sup>2</sup> 50 bacs hermétiques d'environ 50 kg chacun	Confinement général du site (bassin de 120 m <sup>3</sup> )	2, 5t/jour soit 650t/an

... Les solvants halogénés et non halogénés sont stockés dans 100 fûts de 200 L ...

#### Constats :

Lors de la visite du site, il a été constaté que de nombreux déchets d'emballage souillés par des produits dangereux sont stockés sur des palettes en extérieur, en dehors des zones abritées. L'exploitant Veolia a indiqué que ces déchets étaient en attente d'évacuation. Les bacs contenant les DASRI sont stockés en extérieur, en dehors des zones abritées. L'exploitant indique que la procédure n'a pas été respectée et que ces bacs auraient dû être placés, dès leur arrivée sur le site, dans la remorque de camion située à proximité. Les solvants sont désormais stockés uniquement en GRV dans le bâtiment A et non en fut de 200 L comme indiqués dans l'article 2.3.

*À la suite de l'inspection, l'exploitant a transmis par mail le 14 janvier 2026 un planning d'évacuation des déchets, organisée et planifiée avec SARPI.*

*Ce planning prévoit l'évacuation des emballages le 21 janvier 2026.*

*L'exploitant a également engagé et réalisé des actions les 12 et 13 janvier 2026. L'exploitant a ainsi transmis par mail du 14 janvier 2026 un compte rendu de ces actions, appuyé par des photographies. Dans ce message, concernant les DASRI, l'exploitant indique : « Les bacs présents sur la voirie ont été expédiés et un rappel a été fait à l'ensemble des chauffeurs de l'interdiction de laisser les bacs pleins en extérieur. »*

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Respecter le plan du stockage prévu à l'article 2.3 "Règles générales d'exploitation" de l'APC du 02/04/25 (15 jours)
- L'exploitant portera à la connaissance de l'inspection les nouvelles caractéristiques des installations de stockage des solvants en GRV de 1000L dans le bâtiment A (15 jours).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant.

**Proposition de délais :** 15 jours

N° 3 : Conditions de stockage des déchets contenant de l'amiante

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/04/2025, article 2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Condition de stockage des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> (...) <b>Déchets solides :</b> Le conditionnement des déchets solides s'effectue en bennes de 30 m <sup>3</sup> et big-bags. Les flocages, les éléments de protection ou les poussières contenant de l'amiante sont conditionnés en double emballage étanche conformément au décret 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante. Aucune opération de conditionnement ou de déconditionnement des déchets d'amiante libre n'est autorisée sur le site. Les plaques, éléments longs doivent être empilés régulièrement sur palettes. La hauteur maximale doit être de un mètre. Chaque palette est filmée à l'aide de plastique épais thermorétractable ou d'une housse. (...)
<b>Constats :</b>  La société Veolia indique que 135 tonnes d'amiante, provenant de chantiers du Puy-de-Dôme, ont transité sur le site en 2025. Ces déchets sont, à leur arrivée, conditionnés par des désamianteurs sous forme de big bags ou de palettes filmées. Veolia indique que l'amiante libre est évacuée vers la société SARPI Minéral et que l'amiante liée est évacuée vers la société Nexstone à Saint-Didier. Sur site, l'amiante est stockée dans des big bags d'apparence hermétique sur une zone délimitée par un balisage ou des barrières. Des débris d'amiante liée, type « fibro-ciment », sont présents sur le sol au niveau de la zone de stockage d'amiante.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Nettoyer la zone de stockage et éliminer les résidus d'amiante liés selon la filière adaptée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours



#### N° 4 : Plan de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5 et 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b><u>Article 5 : Plan de défense contre l'incendie.</u></b> L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site. Il comprend au minimum : <ul style="list-style-type: none"><li>- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;</li><li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li><li>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;</li><li>- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;</li><li>- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</li><li>- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;</li><li>- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;</li><li>- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;</li><li>- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li><li>- le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir ;</li><li>- le cas échéant, la localisation des zones de stockage temporaire et des zones d'immersion.</li></ul> <b><u>Article 6 Maîtrise des sinistres :</u></b> (...) L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. (...) l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. (...) Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours (...) Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. (...)

**Constats :**

L'exploitant Veolia ne dispose pas de plan de défense incendie et indique que celui-ci est en cours de rédaction.

L'exploitant Veolia indique que les salariés disposent de téléphones portables permettant de prévenir les services d'incendie et de secours. Pour la zone ATEX, Veolia indique que le système d'alerte est basé sur un signal sonore et visuel, complété par une surveillance de la société Omega pendant les heures non ouvrées.

La société Veolia indique que la formation des personnels à la défense incendie est réalisée, sur site, par la société Chubb tous les 3 ans. Il est attesté sur le registre de sécurité que la dernière formation a eu lieu le 7 février 2025 pour l'ensemble des 5 personnels, chauffeurs compris, de la société.

Un exercice de manipulation des extincteurs et des RIA a été organisé par la société Chubb le 6 novembre 2025. Aucun compte rendu n'a été réalisé. La société Veolia indique que ces exercices sont prévus tous les semestres.

Aucun exercice de défense incendie n'a été réalisé au cours des 3 dernières années.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

- **Mettre en place un plan de défense incendie et le transmettre au service d'incendie et de secours ;**
- **Aborder, dans les exercices de défense incendie, l'utilisation de matériaux inertes pour étouffer les incendies lors des exercices de manipulation des extincteurs et des RIA ;**
- **Organiser un exercice de défense incendie en collaboration avec les services d'incendie et de secours et en rédiger un compte rendu.**

**Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 : Plan d'intervention pour les services d'incendie et de secours**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/03/2013, article 7.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 7.5.1. Définition générale des moyens (...) En cas de sinistre, un plan d'intervention est à disposition des services d'incendie et de secours avec une description des dangers de chaque local, il précise notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• les entrées et sorties de l'établissement,</li><li>• les locaux, installations et stockages sensibles,</li><li>• les vannes de coupure de gaz,</li><li>• la localisation des hydrants,</li><li>• la localisation et le fonctionnement de l'obturateur des réseaux d'eau,</li><li>• les lieux de stockages et les quantités maximales par famille de produits stockés,</li><li>• les symboles de danger,</li><li>• les risques d'incompatibilités des produits entre eux,</li><li>• la localisation de la totalité des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site.</li></ul> Ce plan d'intervention est tenu à jour. Il est implanté dans une armoire à l'extérieur du bâtiment. Ce lieu est connu du service d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b>  Le plan d'intervention présenté par l'exploitant Veolia ne comporte pas l'ensemble des éléments listés dans l'article 7.5.1 de l'AP du 11/03/2013. Le site ne dispose pas d'une armoire extérieure au bâtiment où le plan d'intervention pourrait être implanté. Véolia indique que des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site dans le bâtiment B.  <i>À la suite de l'inspection, l'exploitant a engagé et réalisé des actions les 12 et 13 janvier 2026. L'exploitant a transmis par mail du 14 janvier 2026 un compte rendu de ces actions, appuyé par des photographies.</i> <i>Dans ce message, concernant le plan d'intervention l'exploitant indique : " ... Nous avons pris contact avec l'entreprise Desautel afin d'organiser un RDV pour : ... - la réalisation d'un plan d'intervention conforme aux dispositions 7.5.1 de l'arrêté d'exploiter de 2013 ..."</i>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Mettre en conformité le plan d'intervention avec l'article 7.5.1 de l'AP du 11/03/2013.</li><li>• Informer les services d'incendie et de secours des modalités d'accès au plan d'intervention.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 6 : Moyens de lutte contre les sinistres et leur maintenance

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/03/2013, article 8.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 8.5.3. Ressources et moyens de lutte contre les sinistres :L'établissement dispose a minima des moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"><li>• 2 poteaux d'incendie protégés contre le gel normalisés de 100 mm ou tout dispositif équivalent, implantés sur l'établissement et comportant des raccords normalisés. Ce réseau est capable de fournir le débit nécessaire à l'alimentation simultanée des RIA et à l'alimentation, à raison de 60 m3/heure chacun, sous une pression dynamique de 1 bar des poteaux ou bouche incendie. En cas de modification ou suppression du réseau public, l'établissement devra être doté également d'une réserve d'eau et de moyens de pompage permettant d'alimenter l'ensemble des moyens de lutte contre l'incendie pendant 3 heures</li><li>• des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles,</li><li>• un dispositif d'extinction automatique à commandes manuelles et automatiques dans les bâtiments des solides (1 réseau sprinklage mousse), PCL/DDM/DDAE(3 réseaux de sprinklage mousse), liquides organiques (2 réseaux de sprinklage mousse),</li><li>• des détecteurs de gaz (y compris toxique) dans les bâtiments A et B avec reports d'alarme sur une centrale de détection ;</li><li>• des moyens de lutte adaptés contre les déversements accidentels. (...)</li></ul> Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
<b>Constats :</b>  L'exploitant Veolia a présenté le dernier compte rendu du contrôle des installations électriques. Celui-ci est daté du 16 juin 2024. Les installations électriques n'ont pas été vérifiées en 2025. Une vérification des 2 poteaux incendie a été réalisée par la société DESAUTEL le 10 mars 2025. Le rapport indique que ceux-ci sont conformes. Cependant, cette vérification n'indique pas de mesure de débit. La dernière vérification de débit a été réalisée le 14 mai 2025. Ceux-ci étaient alors conformes avec des débits mesurés à 67 et 69 m <sup>3</sup> /h et à respectivement 1,2 et 1,5 bar. Les extincteurs ont été contrôlés par la société DESAUTEL le 20 novembre 2025. Le rapport indique que plusieurs extincteurs sont inaccessibles ou 4 sont manquants. Le contrôle de l'extinction automatique, sur les différents réseaux de sprinklage, a été effectué par la société DESAUTEL le 31/12/2025. Le rapport indique que ces installations sont conformes. Le contrôle des détecteurs de gaz a été réalisé par la société SIEMENS le 06 octobre 2025. Le rapport indique que 3 des 8 détecteurs n'ont pu être étalonnés, car ils n'étaient pas accessibles le jour du contrôle.  <i>À la suite de l'inspection, l'exploitant a engagé et réalisé des actions les 12 et 13 janvier 2026. L'exploitant a transmis par mail du 14 janvier 2026 un compte rendu de ces actions, appuyé par des photographies.</i> <i>Dans ce message, concernant le risque incendie l'exploitant indique :</i> <i>"Nous nous sommes assurés de l'accessibilité de tous les extincteurs du avec balisage pour la maintenir.Nous avons pris contact avec l'entreprise Desautel afin d'organiser un RDV pour : ...</i> <i>- la mention du débit des poteaux incendie dans le rapport de contrôle</i> <i>- la gestion des contrôles périodiques (information immédiate des équipements non accessibles pour</i>

<p>le contrôle et résultat de contrôle pour chaque équipement avec sa localisation dans le rapport)  Nous avons également pris contact avec Siemens pour la réalisation d'un contrôle, et d'un rapport associé, exhaustif de la détection gaz. Nous avons enclenché le contrôle des installations électriques"  Une photo montrant l'accessibilité des extincteurs dans le bâtiment A est jointe.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Faire contrôler l'installation électrique et respecter la périodicité annuelle ;</li> <li>• Faire vérifier les poteaux incendie, notamment leur débit et pression en fonctionnement simultané ;</li> <li>• Faire vérifier les extincteurs non contrôlés en 2025 et faire remplacer les extincteurs manquants ;</li> <li>• Faire contrôler les 3 détecteurs de gaz inaccessibles lors du dernier contrôle.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

**N° 7 : Autosurveillance des effluents aqueux et respect des VLE**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/03/2013, article 8.2.1.2				
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets aqueux				
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant fait réaliser par un laboratoire agréé une analyse de la qualité des eaux de rejetées une fois par trimestre. Les mesures réalisées portent sur les paramètres définis à l'article 4.3.5 précédent.(...)				
<b>Constats :</b>  L'exploitant Veolia a présenté 5 analyses de la qualité des eaux rejetées, réalisées en 2025 :				
Date	Ph	DCO (mg/l)	hydrocarbures totaux(mg/l)	MES (mg/l)
09/01/25	7.8	66	0.85	40
07/03/25	7.6	68	0.17	25
07/07/25	7.3	<b>175</b>	0.10	68
25/09/25	7.5	42	<0.10	10
25/11/25	7.4	<b>177</b>	0.61	62
Ces résultats présentent 2 dépassements de la DCO en juillet et novembre 2025. Ces dépassements restent inférieurs à 2 fois la valeur limite. Véolia indique qu'il n'y a pas eu de rejet depuis le dernier dépassement.				
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Réaliser une nouvelle analyse en janvier 2027.</b></li><li>• <b>Ne pas effectuer de rejet avant cette nouvelle analyse.</b></li></ul>				
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites				
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective				
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois				

## N° 8 : Autosurveillance des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/04/2025, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, surveillance des eaux souterraines
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La mise en place du programme de surveillance se décompose en deux phases :</p> <p>Phase 1 : installation, a minima, d'un nouveau piézomètre Pza, en plus de P1 et P2, afin de déterminer le sens d'écoulement effectif de la nappe.</p> <p>Phase 2 : installation d'au moins 2 nouveaux piézomètres. après validation des services de l'inspection, afin d'assurer un suivi pertinent des eaux souterraines au droit du site.</p> <p>Tous les nouveaux ouvrages devront être réalisés avant le 31 décembre 2025.</p> <p>Si le contexte l'exige, d'autres ouvrages pourront être ajoutés au réseau à la demande de l'inspection.</p> <p>Un contrôle piézométrique de la qualité des eaux souterraines est réalisé à partir d'au moins cinq piézomètres sur le périmètre du site ou à proximité immédiate. Il est procédé à des analyses d'une fréquence au moins trimestrielle sur les paramètres suivants : pH, COT, DBO5, DCO, phénols, solvants chlorés<sup>1</sup>, hydrocarbures, mercure, arsenic, cyanures libres.</p> <p>Les résultats des contrôles, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes). La transmission des données de surveillance ( et de toute autre données complémentaires nécessaire au contrôle du respect des prescriptions de l'autorisation) est obligatoire et la période ne peut excéder un an (cf. R. 515-60). Les résultats sont accompagnés de commentaires sur l'évolution. »</p> <p><sup>1</sup>La liste des solvants chlorés comprend a minima les substances suivantes : chlorure de vinyle monomère</p>
<b>Constats :</b> <p>Historiquement, le site dispose de deux piézomètres P1 et P2. L'étude de vulnérabilité et hydrogéologique du 19 septembre 2024 a conclu à la nécessité de combler le piézomètre P2, qui était en mauvais état.</p> <p>Les 29 août 2025 et 1er septembre 2025, les piézomètres PzA, PzB et PzC ont été installés, et le piézomètre P2 a été comblé. La société Veolia a transmis un rapport d'installation daté du 13 octobre 2025.</p> <p>Ces nouveaux piézomètres ont permis une première détermination du sens d'écoulement de la nappe, du sud-est vers le nord-ouest.</p> <p>Au jour de l'inspection, le site dispose donc de 4 piézomètres : PzC et PzB en aval, et PzA et P1 en amont alors que l'autorisation préfectorale en demande 5.</p> <p>L'exploitant justifie que ce dispositif est suffisant compte tenu du sens d'écoulement de la nappe.</p> <p>Une analyse des eaux souterraines a été réalisée le 25 novembre 2025. La concentration en chlorure de vinyle a été mesurée à 9 µg/L contre 620 µg/L au niveau du P2 en décembre 2020. A noter que la valeur limite est de 0,5 pour les eaux destinées à la consommation humaine.</p> <p>Un suivi des piézomètres sera réalisé tous les 2 mois sur l'année 2026. Celui-ci permettra notamment de déterminer plus précisément le sens d'écoulement des eaux souterraines et de statuer sur la nécessité de l'implantation d'un cinquième piézomètre.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Fournir une analyse du sens d'écoulement basée sur les mesures réalisées au cours de 2026.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 12 mois

**N° 9 : Étude et diagnostics complémentaires**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/04/2025, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Qualité des eaux souterraines
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit, sous 9 mois, transmettre à l'inspection des installations classées une étude d'interprétation de l'état des milieux, établie selon le guide INÉRIS dénommé Évaluation de l'état des milieux et des risques sanitaires (septembre 2021) et la note du 19 avril 2017 relative aux sites et sols pollués (NOR : DEVP1708766N) - Mise à jour des textes méthodologiques de gestion des sites et sols pollués de 2007.</p> <p>L'exploitant doit par ailleurs transmettre à l'inspection, sous 3 mois, un diagnostic des réseaux d'eau et du dispositif de confinement des eaux, ainsi qu'un échéancier de travaux si des actions correctives sont nécessaires et mises en évidence par le diagnostic.</p> <p>Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au vu de l'étude de vulnérabilité produite par Antéa, en date du 19 septembre 2024, la société Veolia estime qu'il n'y a pas d'impact pérenne du site sur le milieu et qu'il y a une absence de cible/usage à proximité du site dans un rayon d'1 km.</p> <p>Pour l'inspection, il est nécessaire de disposer d'un nouveau schéma conceptuel, établi à partir de la surveillance des eaux souterraines réalisée courant 2026, afin de statuer sur la nécessité de réaliser une étude d'interprétation de l'état des milieux.</p> <p>De plus, il sera nécessaire de conserver la mémoire de cette pollution.</p> <p>Concernant le diagnostic des réseaux, il manque certaines parties dans le rapport d'inspection télévisée réalisé par SARP en juin 2026.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Transmettre le nouveau schéma conceptuel, établi à partir de la surveillance des eaux souterraines réalisée courant 2026 dans un délai de 12 mois ;</li> <li>• Transmettre le rapport d'inspection des parties de réseau restant à investiguer dans un délai de 3 mois : <ul style="list-style-type: none"> <li>◦ entre RVA7 et RVA pour la toiture ;</li> <li>◦ entre RV21 et le bassin de 130 m<sup>3</sup> pour la voirie.</li> </ul> </li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois pour le passage caméra des canalisations et 12 mois pour la mise à jour du schéma conceptuel.



**N° 10 : Comptabilité des stocks de déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/01/2013, article Article 7.4.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, rétention des déversements accidentels
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 8.4.5. Règles de gestion des stockages en rétention ... Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention et ne doivent jamais pouvoir, même accidentellement, entrer en contact ... ... Les capacités de rétention sont entretenues et maintenues vides ...
<b>Constats :</b> L'inspection a constaté que, le jour de l'inspection, le plan de stockage n'est pas respecté et que l'incompatibilité entre les déchets n'est pas vérifiée : <ul style="list-style-type: none"><li>• Dans le bâtiment A, au niveau de la première alvéole située sur la gauche, l'exploitant Veolia stocke un GRV de 1000 l contenant des déchets inflammables au-dessous d'un GRV de 1000 l contenant des déchets corrosifs. Ces produits sont incompatibles ;</li><li>• Dans le bâtiment C, l'une des cuves de rétention en béton contient une hauteur de 30 cm de liquide, pour une hauteur maximale de remplissage d'environ 1 m.</li></ul> En matière de vérification des compatibilités des déchets, la société Veolia a présenté une fiche procédure relative à un "Test pH et flamme sur liquide", permettant de distinguer les solvants dans le bâtiment B.  <i>À la suite de l'inspection, l'exploitant a engagé et réalisé des actions les 12 et 13 janvier 2026. L'exploitant a transmis par mail du 14 janvier 2026 un compte rendu de ces actions, appuyé par des photographies.</i> <i>Dans ce message, concernant le bâtiment A l'exploitant indique :</i> <i>"Parallèlement, dans le bâtiment des liquides, nous avons procédé à l'identification des zones de stockage (affichage) de sorte de nous assurer de la compatibilité chimiques des produits placés sur une même rétention (avec affichage des tableaux de compatibilité dans les bâtiments) et à l'étiquetage des produits . Nous généralisons cette organisation aux autres bâtiments"</i> <i>5 photos du bâtiment A sont jointes et montrent que les déchets inflammables et corrosifs ont été placés dans des alvéoles distinctes.</i>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Respecter la comptabilité entre les déchets</b></li><li>• <b>Vidanger les cuves de rétention et les maintenir propres.</b></li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours

**N° 11 : Nomenclature des installations classées**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 02/04/2025, article 2.1		
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, activité du site et volume autorisé		
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 2-1 tableau des rubriques <table><tr><td><i>Activité du site et volume autorisé</i></td></tr><tr><td>Déchets en petits conditionnements : - Liquides organiques : 150 t - DDM / DDAE en petit conditionnement liquides : 61 t (*) Substances et préparations toxiques (déchets de laboratoire/réactifs) : 3,3 tonnes <b>TOTAL : 214,3 tonnes</b></td></tr></table>	<i>Activité du site et volume autorisé</i>	Déchets en petits conditionnements : - Liquides organiques : 150 t - DDM / DDAE en petit conditionnement liquides : 61 t (*) Substances et préparations toxiques (déchets de laboratoire/réactifs) : 3,3 tonnes <b>TOTAL : 214,3 tonnes</b>
<i>Activité du site et volume autorisé</i>		
Déchets en petits conditionnements : - Liquides organiques : 150 t - DDM / DDAE en petit conditionnement liquides : 61 t (*) Substances et préparations toxiques (déchets de laboratoire/réactifs) : 3,3 tonnes <b>TOTAL : 214,3 tonnes</b>		
<b>Constats :</b>  L'état des stocks du jour de l'inspection, fourni par l'exploitant Veolia, indique la présence sur site de 14,94 tonnes de "poudre toxique" pour une limite à 3,3 tonnes.  <i>À la suite de l'inspection, l'exploitant a transmis par mail le 14 janvier 2026 un planning d'évacuation des déchets, organisée et planifiée avec SARPI. Ce planning prévoit notamment l'évacuation de 26 palettes "Pulvé Trelleborg" le 20 janvier 2026 et de 8 palettes "Déchets cytotoxiques en seaux 30 L UN 3249" le 16 ou le 22 janvier 2026.</i>		
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Procéder à l'évacuation des déchets dangereux afin de respecter l'ensemble des seuils fixés dans l'article 2.1 de l'APC du 2 avril 2025 ;</li><li>• Transmettre un état des stocks afin de montrer le respect de ces seuils sous 15 jours.</li></ul>		
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites		
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant		
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours		

**N° 12 : Rétention des liquides susceptibles de créer des pollutions**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 11/01/2013, article 7.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention des liquides susceptibles de créer des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Article 7.4.3. Rétentions</b> Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li><li>• 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li></ul> ...
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, une dizaine de fûts de 200 l et 2 GRV de 1000 l contenant des eaux hydrocarburées sont stockés hors rétention, en extérieur, à l'arrière du bâtiment A. L'exploitant Veolia indique que ces eaux sont en attente de stockage dans la citerne du bâtiment A. La pompe permettant le stockage ayant été endommagée par le gel, elle doit être réparée.  <i>À la suite de l'inspection, l'exploitant a engagé et réalisé des actions les 12 et 13 janvier 2026. L'exploitant a transmis par mail du 15 janvier 2026 un compte rendu de ces actions, appuyé par des photographies.</i> <i>Dans ce message l'exploitant indique :</i> <i>"En complément de nos actions envoyées hier, je vous joins également les photos : ... des fûts d'eaux souillées stockés initialement à même la chaussée que nous avons placés dans un espace sur rétention. Nous sommes en train de filmer les palettes en vue de leur expédition."</i> <i>Une photo est jointe et montre que les fûts et GRV ont été placés sous un auvent sur une zone disposant d'une rétention.</i>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Remettre en fonctionnement le système de stockage dans les cuves du bâtiment A.</li><li>• Ne pas accepter de nouvelles eaux hydrocarburées avant la remise en fonctionnement du stockage du bâtiment A.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

**N° 13 : Etat des matières stockées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Etat des matières stockées
<b>Prescription contrôlée :</b>  Etat des matières stockées-dispositions spécifiques. Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L. 515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436,2718,4330,4331,4722,4734,4742,4743,4744,4746,4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées. L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance. 2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.
<b>Constats :</b>  Les plans de stockage affichés à l'entrée des différents bâtiments ne sont pas respectés (constat n°10).  <i>À la suite de l'inspection, l'exploitant a engagé et réalisé des actions les 12 et 13 janvier 2026. L'exploitant a transmis par mail du 14 janvier 2026 un compte rendu de ces actions, appuyé par des photographies.</i> <i>Dans ce message, concernant le stockage des déchets dangereux, l'exploitant indique :</i> <i>"Nous avons fait un point sur les capacités de rétention pour chacun des bâtiments de sorte de nous</i>

<p><i>assurer de l'adéquation volumes stockés / volumes rétention. Nous avons identifiés celles ci sur le plan de stockage en entrée de bâtiment et nous procéderons à un affichage de la localisation et des volumes des rétentions dans chacun des 3 bâtiments."</i></p> <p><i>Une photo du plan de stockage du bâtiment A est jointe.</i></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Mettre en place un affichage journalier correspondant aux prescriptions de l'article 50 de l'AM du 04/10/2010.</b></li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

